



au jour le jour

La messe des Rameaux à Saint-Jean-Baptiste de Belleville, à Paris... l'an dernier. Corinne Simon/Circ



L'annonce que les célébrations ne reprendraient pas avant le 2 juin a beaucoup déçu les catholiques. Les évêques avaient pourtant proposé un plan de «déconfinement culturel» détaillé.

Le gouvernement devrait publier d'ici à demain une première carte à partir de critères sanitaires pour permettre aux élus locaux d'anticiper les mesures.

En Espagne, un des pays les plus touchés par le virus, le déconfinement se fera par phases jusqu'à fin juin.

Reprise des cultes après le 2 juin, l'incompréhension des catholiques

Après l'annonce par Édouard Philippe que les célébrations publiques du culte ne reprendraient pas avant le 2 juin, les évêques ont manifesté leur tristesse et leur incompréhension.

Le président de la Conférence des évêques de France doit s'entretenir ce jeudi 30 avril à 9 heures avec Christophe Castaner.

L'échange prévu, ce jeudi 30 avril, entre Christophe Castaner, ministre chargé des cultes, et Mgr Éric de Moulins-Beaufort, président de la Conférence des évêques de France (CEF), sera-t-il l'occasion d'éclaircir les conditions de la sortie de confinement des cultes ? C'est peu dire que nombre de catholiques, à l'instar de leurs évêques, ont été déçus par le discours d'Édouard Phi-

lippe, mardi 28 avril, annonçant que les célébrations culturelles ne pourraient pas reprendre avant le 2 juin. « Interdire les cérémonies religieuses, alors que les commerces rouvriront, là où elles peuvent se tenir dans de bonnes conditions sanitaires est une décision incompréhensible », s'est insurgé le président du groupe LR au Sénat, Bruno Retailleau.

Certes, certains fidèles voient « dans ce confinement prolongé l'occasion de redécouvrir le vrai culte à rendre à Dieu, de ré-expérimenter le sens profond de l'eucharistie, pain partagé » (1), et d'autres acceptent volontiers le prolongement de l'absence de célébrations publiques pour aider à la fin de la propagation du virus. Mais beaucoup soulignent leur incompréhension, alors que les écoles et magasins doivent rouvrir dans des conditions plus risquées que dans le plan proposé par la CEF.

La conférence épiscopale, qui a pris « acte avec regret de cette date qui est imposée aux catholiques et à toutes les religions », n'avait en effet pas ménagé ses efforts pour présenter un plan de déconfinement culturel détaillé et drastique sur le plan sanitaire. « Ce qui nous a beaucoup heurtés, c'est que nous avons travaillé ces propositions à la demande des services du premier ministre, et n'avons eu aucun retour par rapport à cela », souligne le père Thierry Magnin, secrétaire général et porte-parole des évêques de France. Pour autant, « nous sommes dans une posture de dialogue, en ayant bien compris la prudence qui préside à ces décisions », ajoute-t-il, espérant de la part des autorités civiles « un signe de reconnaissance et de confiance », alors que « les catholiques ont joué le jeu de la solidarité nationale ».

« Pourquoi cette restriction plus forte pour les cultes que pour le

reste de la société ? », s'interroge de son côté Mgr Matthieu Rougé auprès de *La Croix*, pointant le fait que les commerces, ainsi que certains musées, pourront rouvrir dès le 11 mai. L'évêque de Nanterre (Hauts-de-Seine) « comprend et respecte » l'inquiétude sanitaire. Mais, ajoute-t-il, « il y a malgré tout, dans les services de l'État, un anticléricalisme classique, qui fait que les religions sont toujours considérées avec un déficit de confiance ». Sur KTO, Mgr Rougé a même évoqué un « tropisme anticatholique chez le président de la République ». « Je crois que pour pas mal de nos dirigeants, c'est très difficile de comprendre à quel point les croyants ont une soif profonde de se retrouver pour célébrer la foi », estime-t-il.

« Pourquoi les messes ne peuvent-elles pas reprendre alors que nous nous engageons à respecter les gestes barrières et la distanciation

physique ? », demande aussi Mgr Dominique Lebrun, l'archevêque de Rouen, qui partage « l'incompréhension de beaucoup devant la relégation de la liberté de culte à la dernière roue du carrosse de la nation française ».

Pour l'archevêque de Paris, Mgr Michel Aupetit, s'exprimant sur Radio Notre-Dame, les catholiques ont même l'impression d'être pris pour « des gamins incapables de mettre en place quelque chose ». Le philosophe Pierre Manent voit dans cette décision gouvernementale « un symptôme de la mise à l'écart, de la marginalisation de la religion dans notre société ». « Il n'y a pas le moindre effort d'attention. Et même un désir de bien montrer qu'il n'y a pas de raison d'accorder une attention particulière à l'Église catholique », analyse le philosophe qui s'en dit « attristé, comme catholique et comme citoyen ». ●●●



●●● « Une république vigoureuse et saine pourrait être plus généreuse, avec ses citoyens croyants », ajoute-t-il.

« Le soutien spirituel et la pratique communautaire font partie des choses essentielles, avec l'action caritative de terrain, reprend le père Thierry Magnin. Continuer le soutien caritatif et vivre les sacrements participe d'un même mouvement. C'est sur cet angle-là qu'on veut continuer de reprendre le dialogue avec le gouvernement. »

En attendant, les évêques de France encouragent « vivement les familles qui seraient frappées par un deuil à ne pas renoncer aux obsèques religieuses, même si tous les membres de leur famille ne peuvent pas se réunir ». Ils invitent aussi « les fidèles à se rendre dans les églises pour y prier individuellement » et « recommandent aux diocèses et aux paroisses de continuer à proposer les moyens nécessaires à leur vie de foi ».

À Marseille, Mgr Jean-Marc Aveline exprime son fort souhait « que les personnes malades, isolées ou détenues puissent être visitées et leurs familles soutenues spirituellement par les services des aumôneries ». Il se dit prêt « à travailler pour que les jeunes des quartiers les plus pauvres puissent être aidés par les œuvres, les patronages et les mouvements catholiques de jeunesse, afin de lutter contre une fracture sociale que le confinement n'a fait qu'élargir. »

Mais aussi, ajoute l'archevêque de la Cité phocéenne, « si on veut bien nous le permettre et nous faire confiance, je m'engage à ce que, dès le 16-17 mai, nous soyons en mesure de célébrer les divers sacrements de la vie ecclésiale, dans le respect des mesures de précaution ».

Clémence Houdaille

(1) Tribune signée par Guy Aurenche, Laurent Grzybowski, Monique Hébrard, René Poujol, Jean-Pierre Rosa, Gérard Testard dont des extraits sont à retrouver sur la-croix.com

entretien

« Les chrétiens doivent se préparer à accueillir la misère post-confinement »

Mgr Benoist de Sinety
Vicaire général du diocèse de Paris

— À Paris, le diocèse a mis en place, à l'annonce du confinement, une aide alimentaire d'urgence pour les sans-abri.

— Pour Mgr Benoist de Sinety, les paroisses doivent se préparer à accueillir une nouvelle vague de détresse sociale.

Comment est née l'opération du diocèse de Paris en direction des sans-abri ?

Mgr Benoist de Sinety : Dès le premier jour du confinement, nous avons constaté que les seuls vivants qui restaient dans les rues vides étaient les sans-abri. On ne voyait plus qu'eux, livrés à eux-mêmes, c'était frappant. Or, dans le même temps, le système de solidarité conventionnel a été chamboulé. L'écrasante majorité des bénévoles n'était plus en mesure d'assurer ses missions. Le diocèse de Paris a pris rapidement contact avec la Ville de Paris, qui avait mandaté l'association Aurore pour fabriquer 5 000 repas quotidiens. Ils cherchaient comment les distribuer aux quatre coins de la capitale, alors que tout était fermé, et les déplacements très limités. C'est à cette mission que nous avons pu apporter un support. Grâce au maillage parisien, nous avons



Guillaume Poli/Ciric

pu commencer à distribuer 1 600 repas par jour dans 24 paroisses, puis aujourd'hui 29.

Et rapidement vous avez dû monter en puissance, face à l'afflux de personnes dans le besoin...

Mgr B. de S. : Oui, très vite, nous nous sommes aperçus que la demande était plus forte que prévu, alors nous avons commencé à produire nos propres paniers. Nous avons trouvé accueil dans les locaux du collège Stanislas (6^e arrondissement), qui a mis à la disposition de nos bénévoles leurs cantines, leurs chambres froides... Grâce à des dons et aux bénévoles qui ont répondu à l'appel du diocèse, nous avons monté une chaîne de fabrication de repas. Nous distribuons en tout 3 200 paniers chaque jour. Et pas seulement pour les sans-abri. Nous

avons été frappés de voir arriver un nouveau public, qui a basculé dans la précarité.

Quels sont ces nouveaux foyers qui ont désormais besoin d'une aide alimentaire ?

Mgr B. de S. : Des familles, qui, à cause de la fermeture des cantines scolaires, n'ont plus les moyens de gérer ce surcoût alimentaire. Des travailleurs pauvres, des étudiants qui ont perdu leur petit boulot, des personnes âgées qui se rendaient dans des restaurants solidaires, en ce moment fermés... Et puis il y a toutes les personnes qui travaillent dans l'économie informelle et qui n'ont plus de ressources.

Comment envisagez-vous le rôle des chrétiens pour l'après-confinement ?

Mgr B. de S. : J'ai bien peur qu'on ne voie aujourd'hui que le sommet de l'iceberg. À la fin du confinement, nous allons voir arriver une vague de détresse matérielle, psychique. Les paroisses doivent se préparer à soulager cette misère. Nous allons tout faire pour maintenir nos programmes et les adapter pour accompagner les familles paupérisées. Alors que les chrétiens se préparent à reprendre le chemin de la messe en juin, ils doivent comprendre que cela ne peut pas se faire, sans se mettre en tenue de service pour leurs frères. Il faut se souvenir que le jour de l'institution de l'Eucharistie – le Jeudi saint – est aussi le récit du lavement des pieds. Ils forment à eux deux le mystère eucharistique. L'un ne va pas sans l'autre. À partir

« Nous avons pu commencer à distribuer 1 600 repas par jour dans 24 paroisses, puis aujourd'hui 29. »

du 1^{er} juin et jusqu'à la fin de l'été, nous allons maintenir cinq ou six grands lieux de distribution, sur le modèle de ce que fait l'association Aôut Secours alimentaire, qui institue des moments de convivialité autour de la distribution.

Regrettez-vous le choix du gouvernement de continuer d'interdire les rassemblements dans les lieux de culte ?

Mgr B. de S. : Si on peut entendre cette décision dans la mesure où les conditions sanitaires n'étaient peut-être pas réunies partout, la manière dont les choses ont été présentées, sans distinction, au milieu d'un tas d'autres mesures, peut être vécue comme une forme de mépris.

On sent qu'il y a une forme de malaise du politique à parler de religion. C'était un peu sec comme annonce : on aurait apprécié des explications et une parole officielle de reconnaissance du bien qu'apportent en ce moment les initiatives menées par les Églises et des hommes de foi pour venir au secours de la population.

Recueilli par **Héloïse de Neuville**

paroles de soignants

« Les familles signeront une charte de bonne conduite »

Sandra
Aide-soignante dans un Ehpad du Morbihan

— Chaque jour, La Croix donne la parole à un professionnel de santé en première ligne contre l'épidémie de Covid-19.

« Après quelques jours d'hésitation, la direction a finalement décidé d'ouvrir les visites à l'Ehpad. La première doit avoir lieu ce jeudi. Préparer ces visites demande du temps, car il faut totalement repenser les lieux. Pour chacun des

deux bâtiments de l'Ehpad, nous avons prévu un lieu de visite isolé. Nous avons aussi fixé des règles très strictes. Chaque visite sera limitée dans le temps et à une personne à la fois, les familles devront s'engager à garder une distance avec leur proche, et surtout à ne pas le toucher. Elles devront signer une charte de bonne conduite, en trois exemplaires. Et si une seule personne ne la respecte pas, nous refermerons toutes les visites. Des animatrices se tiendront aussi à proximité...

Évidemment, il ne sera pas possible pour les familles de venir chaque semaine, et encore moins chaque jour, car nous devons organiser un roulement. Il faudra

probablement compter sur une visite toutes les deux à trois semaines. Sont visitées en premier les personnes qui ont exprimé un manque très fort : je pense à une dame qui est régulièrement en pleurs car elle ne voit pas ses proches ; ou à une autre qui a eu 100 ans la semaine dernière sans pouvoir partager cela avec sa famille. Ces visites auront lieu sur rendez-vous, chaque après-midi, ce qui implique aussi de réorganiser une partie de la vie de l'Ehpad, pour que les visiteurs ne croisent jamais un autre résident. Ainsi, les promenades, prévues normalement l'après-midi, auront lieu le matin.

Ce sont vraiment des conditions de visite difficiles, très strictes. Imaginez : vous n'avez pas vu votre maman depuis trois semaines, et on vous interdit de l'embrasser ou de

lui faire un petit câlin... Hélas, c'est vraiment nécessaire. Mais cela commence à être très, très long. »

Recueilli par **Loup Besmond de Senneville**